

DÉLIBÉRATION N°CP 2022-038

DU 28 JANVIER 2022

1ER RAPPORT INTERNATIONAL 2022

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU le Code général des collectivités territoriales ;

VU la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République, et notamment son article 133 ;

VU la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative à 100 000 nouveaux stages pour les jeunes Franciliens ;

VU la délibération n° CR 222-16 du 15 décembre 2016 relative à la stratégie internationale de la Région Île-de-France modifiée par les délibérations n° CP 2018-162 du 30 mai 2018 et n° CP 2019-434 du 17 octobre 2019 ;

VU la délibération n° CP 2019-073 du 22 mai 2019 relative au soutien à des projets de coopération décentralisée et à la mise en œuvre de la stratégie régionale pour la francophonie ;

VU la délibération n° CR 2021-039 du 2 juillet 2021 portant délégations d'attribution du conseil régional à sa commission permanente ;

VU la délibération n° CR 2021-055 du 21 juillet 2021 portant prorogation du règlement budgétaire et financier ;

VU la délibération n° CP 2021-165 du 1^{er} avril 2021 relative au 2^{ème} rapport international 2021 ;

VU la délibération n° CP 2021-332 du 22 juillet 2021 portant intégration d'une clause éthique dans les conventions passées par la Région ;

VU la délibération n° CP 2021-337 du 22 septembre 2021 relative au 3^{ème} rapport international 2021 ;

VU l'accord de coopération signé entre le Comité Populaire de Hanoi et la Région Île-de-France le 20 décembre 1989 ;

VU L'accord de coopération entre la Région Île-de-France et la Commune Urbaine d'Antananarivo, le 21 décembre 1990 ;

VU le budget de la région Île-de-France pour 2022 ;

VU l'avis de la commission des relations internationales et des affaires européennes ;

VU l'avis de la commission des finances et des fonds européens ;

VU le rapport n°CP 2022-038 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 : représentation de la région Île-de-France à Hanoï, « Paris Region Expertise

Vietnam »

Affecte une autorisation d'engagement de **156 332,40 €** disponible sur le chapitre 930, « Services généraux », code fonctionnel 048 « Autres actions internationales », programme HP 048-017 (104017) « Coopération décentralisée », Action 10401702 « Coopération décentralisée », du budget 2022.

Article 2 : représentation de la région Île-de-France à Antananarivo, « Paris Region Expertise Madagascar »

Affecte une autorisation d'engagement de **106 200,89 €** disponible sur le chapitre 930, « Services généraux », code fonctionnel 048 « Autres actions internationales », programme HP 048-017 (104017) « Coopération décentralisée », Action 10401702 « Coopération décentralisée », du budget 2022.

Article 3 : modification de la convention n°21003752 avec France Volontaires

Décide de porter le taux de la subvention attribuée à France Volontaires par délibération n°CP 2021-165 du 1er avril 2021 à 58,7 % de la base subventionnable portée à 77 480 € et d'attribuer une subvention complémentaire d'un montant maximum prévisionnel de 9 500 € pour le financement du projet détaillé dans la fiche-projet modifiée figurant en annexe 1 de la présente délibération.

Approuve en conséquence l'avenant n°1 à la convention n°21003752 et l'avenant n°1 à la convention de mission conclues avec le bénéficiaire tel qu'ils figurent en annexe 1 de la présente délibération.

Subordonne le versement de cette subvention complémentaire à la signature, avec le bénéficiaire, des avenants approuvés à l'alinéa précédent et autorise la présidente du conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation d'engagement de 9 500 €, disponible sur le chapitre budgétaire 930 ' services généraux ' - code fonctionnel 048 ' autres actions internationales ' – programme HP048-017 (104017) ' coopération décentralisée ' - action 10401702 ' coopération décentralisée du budget 2022.

Article 4 : modification de la convention n°21008635 avec les Ateliers Varan.

Décide de porter le montant de la base subventionnable de la subvention accordée à l'association Ateliers Varan par délibération n° CP 2021-337 du 24 septembre 2021 à 152 200 € HT. Le taux d'intervention et le montant maximum de la subvention restent inchangés.

Approuve la fiche projet modifiée telle qu'elle figure en annexe 2 à la présente délibération.

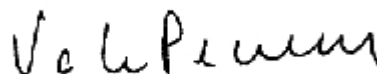
Article 5 : attribution d'une subvention à la Croix-Rouge française dans le cadre du dispositif « Fonds d'intervention d'urgence »

Décide de participer, au titre du fonds d'intervention d'urgence, au financement du projet détaillé en annexe 3 de la présente délibération par l'attribution, à la Croix-Rouge française, d'une subvention d'un montant maximum prévisionnel de 100 000 €.

Subordonne le versement de la subvention à la signature, avec le bénéficiaire, d'une convention jointe en annexe 4, et autorise la présidente du conseil régional à la signer.

Affecte une autorisation d'engagement de 100 000 € disponible sur le chapitre 900, « Services généraux », code fonctionnel 044 « aide publique au développement », programme HP 044-013 (104013) « solidarité internationale », Action 10401304 « fonds d'intervention d'urgence » du budget 2022.

**La présidente du conseil régional
d'Île-de-France**

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'Valérie Pécresse'.

VALÉRIE PÉCRESSÉ

Acte rendu exécutoire le 31 janvier 2022, depuis réception en préfecture de la région Île-de-France le 31 janvier 2022 (référence technique : 075-237500079-20220128-Imc1134174-DE-1-1) et affichage ou notification le 31 janvier 2022.

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif territorialement compétent.

ANNEXES A LA DELIBERATION

**ANNEXE 1 - Avenant n°1 à la convention n°21003752
avec France Volontaires**

Avenant n°1 à la convention n°21003752

Entre

La Région Île-de-France dont le siège est situé au 2, rue Simone Veil, 93400 Saint-Ouen, représentée par sa présidente, Madame Valérie PECRESSE,
En vertu de la délibération N° CP 2022-038 du 28 janvier 2022,
ci-après dénommée « la Région »

d'une part,
et

Le bénéficiaire dénommé : FRANCE VOLONTAIRES
dont le statut juridique est : association
N° SIRET : 785207176 - 00047
Code APE : 88.99B
dont le siège social est situé au : 6 rue Truillot, BP 220, 94200 Ivry-Sur-Seine
ayant pour représentant Jacques Godfrain, son président,
ci-après dénommé « le bénéficiaire »

Article 1 :

L'article 1 est modifié comme suit :

- 1° Dans le premier alinéa, les mots : « Par délibération N°CP2021-165 du 1er avril 2021 » sont remplacés par les mots « Par délibération N°CP2021-165 du 1er avril 2021 et N°CP2022-038 du 28 janvier 2022 » ;
- 2° Le deuxième alinéa est remplacé par les dispositions suivantes : « Dans cet objectif, elle accorde au bénéficiaire une subvention correspondant à 57,88 % de la dépense subventionnable dont le montant prévisionnel s'élève à 75 980 €, soit un montant maximum de subvention de 45 480 €. »

Article 2 :

Il est ajouté un article 2.6 ainsi rédigé :

« 2.6 - Obligations en matière d'éthique

Le Bénéficiaire s'engage à respecter tout droit applicable ayant pour objet la prévention et la répression des atteintes à la probité : corruption, trafic d'influence, prise illégale d'intérêts, concussion ; favoritisme et détournement de fond public et, le cas échéant, mettre en place et maintenir ses propres politiques et procédures relatives à l'éthique et à la lutte contre la corruption et autres atteintes à la probité conformément aux bonnes pratiques en la matière.

La Région est amenée à collecter des données publiques relatives à la probité du demandeur dans le cadre de son dispositif d'évaluation des tiers. En fonction de l'analyse de ces données et/ou de manquement constaté et motivé en matière d'atteinte à la probité, la Région se réserve la possibilité de ne pas attribuer la subvention demandée, de suspendre son versement ou de demander son remboursement. Toute autre source d'information type voie de presse pourra également être prise en compte par la Région. »

Article 3 :

Les pièces contractuelles comprennent la convention initiale et la fiche-projet adoptée par délibération n° CP 2022-038 du 28 janvier 2022, ainsi que le présent avenant.

Article 4 :

Les autres dispositions de la convention restent inchangées.

Le présent avenant prend effet à compter de sa signature par les parties.

Fait à Saint-Ouen en 2 exemplaires originaux

Le

La présidente du conseil régional d'Ile France

Le

Le bénéficiaire
FRANCE VOLONTAIRES

Madame Valérie PECRESSE

Monsieur Jacques GODFRAIN, Président

Commission permanente du 1^{er} avril 2021 – CP2021-165
Modifiée par la Commission permanente du 28 janvier 2022 - CP2022-038

**DOSSIER N° 21003752 - VOLONTAIRE DE SOLIDARITE INTERNATIONALE AU SEIN DU
CONSEIL DEPARTEMENTAL DE RUFISQUE**

Dispositif : Actions de coopération à réaliser sur les zones prioritaires de coopération (FONCT)
(n° 00000555)

Délibération Cadre : CR222-16 du 15/12/2016

Imputation budgétaire : 930-048-6574-104017-020

Action : 10401702- Coopération décentralisée

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Actions de coopération à réaliser sur les zones prioritaires de coopération (FONCT)	77 480,00 € TTC	58,7 %	45 480,00 €
	Montant total de la subvention		45 480,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : FRANCE VOLONTAIRES

Adresse administrative : 6 RUE TRUILLOT
94200 IVRY-SUR-SEINE

Statut Juridique : Association

Représentant : Monsieur Jacques GODFRAIN, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 15 avril 2021 - 14 décembre 2022

Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

Le territoire de la métropole dakaroise, composé de l'agglomération de Dakar et du département de Rufisque, connaît une mutation rapide sous l'impulsion des programmes d'investissements publics mis en œuvre par le gouvernement sénégalais à travers le plan Sénégal Émergent (PSE). Ces grands travaux visent à créer sur le territoire de la métropole les conditions d'attractivité des entreprises et investisseurs étrangers à même de créer une dynamique de développement économique et de création d'emplois.

Le projet de promotion et de marketing territorial de la destination Dakar/Rufisque à l'international est construit en réponse à ces changements et en complémentarité avec les travaux engagés. Il vise à appuyer les collectivités locales du territoire dans la constitution d'argumentaires et d'outils de marketing, y compris d'outils de communication, adaptés aux différents types de décideurs internationaux pour faire connaître les opportunités de leur territoire, mener des actions de prospection et permettre la création d'activité et d'emploi. Il s'appuie sur la mobilisation de l'expertise de la Région Ile-de-France et de l'Institut Paris Région dans une mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage des collectivités sénégalaises pour permettre leur montée en compétence et

leur appropriation de ce type de politique publique.

Le projet permettra également de construire des échanges de long terme entre les deux territoires et ainsi à la Région Ile-de-France de mieux connaître le contexte local, d'accompagner les entreprises françaises vers l'Afrique et de construire des outils de marketing adaptés aux investisseurs africains afin de renforcer les liens économiques entre les deux territoires.

Le/la volontaire intervient dans ce contexte au sein des équipes du Département de Rufisque pour accompagner la démarche, être le relai des équipes franciliennes sur le terrain et faciliter les échanges entre les partenaires.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaires ou alternants pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :

La subvention couvre les dépenses de mise à disposition de ce volontaire. Elle comprend notamment l'indemnité de subsistance du volontaire pendant la durée du contrat, la couverture sociale et de rapatriement, des frais de mission sur place, une indemnité de réinstallation en fin de mission et un billet d'avion AR Paris-Rufisque.

Initialement, la Région a accordé une subvention maximum de 35 980 € par la CP 2021-165 du 1^{er} avril 2021. La subvention est portée à 45 480 € maximum par délibération n° CP 2022-038 du 22 janvier 2022.

Localisation géographique :

🇸🇪 SENEGAL

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2021

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Coûts directs (indemnités, couverture sociale, déplacements...)	56 000,00	72,27%
Frais de gestion administrative	480,00	0,62%
Participation aux frais de logements	16 500,00	21,3%
Frais divers	4 500,00	5,81%
Total	77 480,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile-de-France	45 480,00	58,7%
France volontaire (via commande du MEAE)	32 000,00	41,3%
Total	77 480,00	100,00%

**Avenant n°1 à la convention de mission entre France Volontaires
et la Région Ile-de-France**

**Objet : affectation d'une volontaire chargée de promotion et de marketing territorial
au Conseil Départemental de Rufisque (Sénégal)**

Entre

La Région Île-de-France dont le siège est situé au 2, rue Simone Veil, 93400 Saint-Ouen,
représentée par sa présidente, Madame Valérie PECRESSE,
En vertu de la délibération N° CP 2022-038 du 28 janvier 2022,
ci-après dénommée « la Région »

d'une part,
et

Le bénéficiaire dénommé : FRANCE VOLONTAIRES
dont le statut juridique est : association
N° SIRET : 785207176 - 00047
Code APE : 88.99B
dont le siège social est situé au : 6 rue Truillot, BP 220, 94200 Ivry-Sur-Seine
ayant pour représentant Jacques Godfrain, son président,
ci-après dénommé « le bénéficiaire »

Article 1 :

L'encart « résumé » en page 1 de la convention est modifié de la façon suivante :

- 1° Le montant « 500 € / mois » est remplacé par le montant : « 1000 € / mois ».
- 2° Le montant : « 1500 € / mois » est remplacé par le montant : « 4 500 € / mois ».

Article 2 :

Dans l'article 5.1 le montant : « 32 100,00€ » est remplacé par le montant : « 45 480 € ».

Article 3 :

Les pièces contractuelles comprennent la convention initiale ainsi que le présent avenant.

Article 4 :

Le présent avenant prend effet à compter de sa signature par les parties.

Fait à Saint-Ouen en 2 exemplaires originaux

Le

La présidente du conseil régional d'Ile France

Le

Le bénéficiaire
FRANCE VOLONTAIRES

Madame Valérie PECRESSE

Monsieur Jacques GODFRAIN, Président

ANNEXE 2 - Fiche projet n°21008635 modifiée

Commission permanente du 24 septembre 2021 – CP2021-337
Modifiée par la Commission permanente du 28 janvier 2022 - CP2022-038

**DOSSIER N° 21008635 - Actions internationales et francophonie - PROJET IMPALA -
SOUTIEN A LA PRODUCTION ET LA DIFFUSION DE FILMS DOCUMENTAIRES EN COTE
D'IVOIRE**

Dispositif : Actions internationales - Dépenses de fonctionnement (n° 00001017)

Délibération Cadre : CR222-16 du 15/12/2016

Imputation budgétaire : 930-048-6574-104019-020

Action : 10401902- Dispositif actions internationales

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Actions internationales - Dépenses de fonctionnement	152 220,00 € HT	19,71 %	30 000,00 €
	Montant total de la subvention		30 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ATELIERS VARAN
Adresse administrative : 6 IMP MONT LOUIS
75011 PARIS 11E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame Marie BONNEL, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 24 septembre 2021 - 31 décembre 2023

Démarrage anticipé de projet : non

Description :

Le projet Impala présenté ici concerne le volet ivoirien d'un projet d'envergure sous-régional développé par les Ateliers Varan sur 3 ans et dans douze pays africains francophones. Il vise un double objectif de promotion des films documentaires africains et de professionnalisation de la filière.

A Abidjan, le projet Impala est mis en œuvre par l'association ivoirienne Africadoc et appuyé par l'expertise des ateliers Varan et de Docmonde. Il s'articule autour de trois volets :

- La diffusion d'un catalogue de 60 films documentaires africains autour des ODD à un public lycéen et étudiant, à raison d'une à deux projections par mois pendant deux ans ;
- L'animation d'un atelier de formation pratique par an pour une dizaine de jeunes professionnels. Ces stages de sept semaines les formeront à la réalisation et au montage, chaque participant créant et tournant un court-métrage documentaire ;
- L'accompagnement à l'écriture et la production de longs-métrages documentaires à travers des ateliers ainsi que la mise en réseaux de ces jeunes producteurs africains avec des producteurs européens, notamment franciliens.

Le projet prévoit par ailleurs le renforcement du partenaire local en termes d'ingénierie de projets, de pilotage et d'évaluation d'ateliers de formations et programmes de diffusion. Une attention sera portée à la participation des femmes aux ateliers, 40 % des places leur sont prévues.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :

Le financement régional porte sur les dépenses de fonctionnement du projet.

Une partie de la subvention sera reversée au partenaire local.

Localisation géographique :

🇨🇮 COTE D'IVOIRE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2021

L'organisme récupère la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Rémunération formateurs	45 230,00	29,71%
Rémunération des personnels coordinateurs	17 180,00	11,29%
Frais de mission	78 970,00	51,88%
Prestation sous titrage	3 500,00	2,30%
Divers (location, fournitures, etc.)	7 340,00	4,82%
Total	152 220,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	30 000,00	19,71%
AFD	100 000,00	65,69%
Fonds propres	22 220,00	14,60%
Total	152 220,00	100,00%

ANNEXE 3 - Fiche projet n°22002453

DOSSIER N° 22002453 - AIDE D'URGENCE POUR LES ILES TONGA

Dispositif : Fonds d'intervention d'urgence (investissement) (n° 00000644)

Délibération Cadre : CR222-16 du 15/12/2016

Imputation budgétaire : 900-044-20421-104013-020

Action : 10401304- Fonds d'intervention d'urgence

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Fonds d'intervention d'urgence (investissement)	100 000,00 € TTC	100,00 %	100 000,00 €
Montant total de la subvention			100 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CRF CROIX ROUGE FRANCAISE

Adresse administrative : 98, rue Didot, 75964 Cedex 14,
Paris

Statut Juridique : Association

Représentant : Monsieur Frédéric BOYER, Directeur des relations et des opérations internationales

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : Aide d'urgence pour répondre aux besoins immédiats de la population de Tonga touchée par l'éruption d'un volcan sous-marin qui a provoqué un tsunami le 15 janvier 2022

Dates prévisionnelles : 28 janvier 2022 - 28 janvier 2023

Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

Le 15 janvier dernier, les Îles Tonga ont été touchées par l'éruption du volcan sous-marin Hunga Yonga-Hunga Ha'apai qui a provoqué un tsunami dans tout le Pacifique. Les moyens de communication ont été coupés pendant plusieurs jours entre Tonga et le reste du monde. Une épaisse couche de cendres volcaniques a recouvert l'archipel, en particulier les pistes d'atterrissage, retardant l'arrivée des premières aides d'urgence. L'eau ayant été contaminée par les cendres et l'eau salée, une grande partie des Tongiens ne peuvent consommer que de l'eau en bouteille et les stocks s'épuisent. Il est vital de restaurer l'accès à une eau saine et potable afin de lutter contre un risque augmenté de maladies telles que le choléra ou la diarrhée.

L'aide s'organise à travers la Fédération internationale des Croix-Rouge et du Croissant-Rouge (FICR), dont la Croix-Rouge française est membre. La présente subvention vise à contribuer à l'appel d'urgence lancé par la FICR afin de fournir du matériel et de l'équipement d'urgence (abris, tentes, station de potabilisation de l'eau...) et post-urgence aux populations sinistrées des Îles Tonga.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Détail du calcul de la subvention :

La totalité de la subvention sera reversée à la FICR.

Localisation géographique :

 TONGA

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2022

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Matériel d'urgence et post-urgence	100 000,00	100,00%
Total	100 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	100 000,00	100,00%
Total	100 000,00	100,00%

ANNEXE 4 - Convention n°22002453

CONVENTION N°22002453

Entre

La Région Île-de-France dont le siège est situé au 2, rue Simone Veil, 93400 Saint-Ouen, représentée par sa présidente, Madame Valérie PECRESSE,
En vertu de la délibération N° CP2022-038 du 28 janvier 2022,
ci-après dénommée « la Région »

d'une part,

et

Le bénéficiaire dénommé : CRF CROIX ROUGE FRANCAISE
dont le statut juridique est : Association
N° SIRET : 775672272 21138
Code APE : 88.99B
dont le siège social est situé au : 98 RUE DIDOT 75964 Cedex 14 PARIS
ayant pour représentant Monsieur Frédéric BOYER, Directeur des relations et des opérations internationales
ci-après dénommé « le bénéficiaire »

d'autre part,

PREAMBULE :

Le bénéficiaire a sollicité la Région afin d'obtenir son soutien financier au titre de la politique régionale du fonds d'intervention d'urgence adoptée par délibération de l'Assemblée délibérante n° CR 222-16 du 15 décembre 2016.

L'attribution par la Région d'une subvention et son versement se font dans le respect des règles fixées par son règlement budgétaire et financier approuvé par délibération du conseil régional n° CR 33-10 du 17 juin 2010 et prorogé par délibération n° CR 2021-55 du 21 juillet 2021 et des conditions suivantes.

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

Par délibération N° CP2022-038 du 28 janvier 2022, la Région Île-de-France a décidé de soutenir la Croix-Rouge française pour la réalisation de l'opération suivante dont le descriptif complet figure dans les annexes dénommées « fiche projet » de la présente convention : **AIDE D'URGENCE POUR ILES TONGA.**

Dans cet objectif, elle accorde au bénéficiaire une subvention d'investissement (référence dossier n°22002453) correspondant à 100 % de la base subventionnable du projet en investissement (100 000 €), soit un montant maximum de subvention de 100 000 €.

Le plan de financement prévisionnel de l'opération, précisant les montants TTC, est détaillé dans les annexes dénommées « fiche projet » de la présente convention.

ARTICLE 2 : OBLIGATIONS DU BENEFICIAIRE

ARTICLE 2.1 : OBLIGATIONS RELATIVES AU PROJET SUBVENTIONNE

Le bénéficiaire s'engage à réaliser, à son initiative et sous sa responsabilité, les dépenses dont le contenu est précisé dans les annexes dénommées « fiche projet ».

ARTICLE 2.2 : OBLIGATIONS EN MATIERE D'ETHIQUE

Le bénéficiaire s'engage à respecter tout droit applicable ayant pour objet la prévention et la répression des atteintes à la probité : corruption, trafic d'influence, prise illégale d'intérêts, concussion, favoritisme et détournement de fond public et, le cas échéant, mettre en place et maintenir ses propres politiques et

procédures relatives à l'éthique et à la lutte contre la corruption et autres atteintes à la probité conformément aux bonnes pratiques en la matière.

La Région est amenée à collecter des données publiques relatives à la probité du demandeur dans le cadre de son dispositif d'évaluation des tiers. En fonction de l'analyse de ces données et/ou de manquement constaté et motivé en matière d'atteinte à la probité, la Région se réserve la possibilité de ne pas attribuer la subvention demandée, de suspendre son versement ou de demander son remboursement.

Toute autre source d'information type voie de presse pourra également être prise en compte par la Région.

ARTICLE 2.3 : OBLIGATIONS RELATIVES A LA CHARTE REGIONALE DES VALEURS DE LA REPUBLIQUE ET DE LA LAICITE

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 2.4 : OBLIGATIONS ADMINISTRATIVES ET COMPTABLES

Le bénéficiaire s'engage à :

Informar la Région dans les deux mois de la survenance de l'évènement, par écrit et documents à l'appui, de toute modification survenue dans son organisation : changements de personnes chargées d'une part des instances de décision et d'autre part de l'administration, nouveaux établissements fondés, changement d'adresse du siège social, nom et coordonnées de la ou des personnes chargées de certifier les comptes, changement de domiciliation bancaire.

Informar la Région des autres participations financières attribuées en cours d'exécution de la présente convention et relatives à l'objet de cette dernière.

Informar la Région par écrit, documents à l'appui, de toutes difficultés liées à sa situation juridique ou financière susceptible de perturber la bonne exécution de ses engagements dans la présente convention.

Conserver pendant dix ans les documents comptables et les pièces justificatives.

Faciliter tout contrôle par la Région, ou par toute personne habilitée à cet effet, sur pièces ou sur place, de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives.

Tenir une comptabilité analytique relative au projet subventionné.

ARTICLE 2.5 : OBLIGATIONS EN MATIERE DE COMMUNICATION

Afin de participer à la notoriété et à la lisibilité de l'action de la Région Île-de-France, le bénéficiaire s'engage à faire apparaître la contribution régionale pour toutes les actions de communication liées à l'objet de la présente convention.

L'information relative à ce soutien prend la forme de la mention « action financée par la Région Île-de-France » et de l'apposition du logo régional conformément à la charte graphique régionale.

Pendant toute la durée des travaux, le maître d'ouvrage doit apposer à la vue du public, un panneau d'information (ou plusieurs suivant la disposition des lieux) facilement lisible, faisant apparaître la mention « travaux réalisés avec le concours financier de la Région Ile-de-France à hauteur de 100% du montant global ».

Le bénéficiaire autorise à titre gracieux la Région à utiliser les résultats du projet subventionné (publications y compris photographiques, communication à des tiers...) à des fins de communication relative à l'action régionale. La Région ne revendique aucun droit de propriété intellectuelle sur le projet. Toute utilisation ou exploitation commerciale du projet par la Région est interdite.

Dans la mesure où le taux d'intervention financière de la Région dépasse 50 % du budget total de l'opération, la taille du logotype régional est proportionnellement supérieure à celle des autres co-financeurs.

Les services concernés de la Région sont chargés de contrôler la bonne réalisation des obligations ci-dessus et de conseiller le bénéficiaire dans sa démarche.

ARTICLE 3 : DISPOSITIONS FINANCIERES

ARTICLE 3.1 : CADUCITE

Si à l'expiration d'un délai de 3 ans à compter de la date d'attribution de la subvention d'investissement par l'assemblée délibérante, le bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale de demande de versement, la subvention devient caduque et est annulée. Ce délai peut être exceptionnellement prolongé de 1 an par décision de la Présidente, si le bénéficiaire établit, avant l'expiration du délai mentionné ci-avant, que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables.

A compter de la date de première demande de versement, le bénéficiaire dispose d'un délai maximum de 4 années pour présenter le solde de l'opération. A défaut, le reliquat de la subvention non versé est caduc.

ARTICLE 3.2 : MODALITES DE VERSEMENT

Le versement de la subvention régionale est effectué sur demande du bénéficiaire.

Chaque demande de versement de subvention est complétée, datée et signée par le représentant légal du bénéficiaire qui certifie la réalité de la dépense et son affectation à l'opération subventionnée. Elle est revêtue du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

ARTICLE 3.2.1: VERSEMENT D'AVANCES

Le bénéficiaire peut effectuer une demande d'avance à l'issue de la signature de la présente convention par les deux parties et sous réserve qu'il justifie ne pas disposer de trésorerie.

Le besoin de trésorerie doit être démontré par la présentation d'un plan de trésorerie en français et en euros daté et signé par le représentant légal. Il est revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

ARTICLE 3.2.2 : VERSEMENT D'ACOMPTES

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués et dans la limite de 80 % du montant total de la subvention prévisionnelle.

Dans le cas d'une demande d'acompte, un état récapitulatif des dépenses doit impérativement être produit. Il précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'opération, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif est daté, signé par le représentant légal du bénéficiaire et revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

Le cumul des avances et acomptes ne peut excéder 80 % du montant prévisionnel de la subvention.

ARTICLE 3.2.3 : VERSEMENT DU SOLDE

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'opération subventionnée.

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'opération subventionnée, ou de la tranche d'opération si l'opération s'exécute par tranche.

Pour les personnes morales de droit privé, le versement du solde est subordonné à la production des documents suivants :

- Un état récapitulatif des dépenses qui précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'action. Le nom du fournisseur et la nature exacte des

prestations réalisées. Cet état récapitulatif est daté et signé par le représentant légal du bénéficiaire et revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

- Un compte-rendu financier de l'action spécifique subventionnée. Ce document comporte la signature du représentant légal du bénéficiaire. La signature de l'expert-comptable ou du commissaire aux comptes est requise lorsque l'organisme en est doté ou si les dispositions légales le prévoient, à défaut elle est remplacée par celle du trésorier de l'organisme subventionné.

- Un compte-rendu d'exécution signé du représentant légal du bénéficiaire qui détaillera notamment les modalités de mise en œuvre de la Charte des valeurs de la République et de la laïcité.

Le comptable assignataire est le Directeur Régional des Finances Publiques d'Île-de-France et du Département de Paris.

ARTICLE 3.3 : REVISION DU MONTANT SUBVENTIONNE

Les montants de subvention, tels qu'indiqués à l'article 1 de la présente convention, constituent un plafond.

Dans le cas où la dépense réelle engagée par le bénéficiaire s'avère inférieure au montant total initialement prévu, la subvention régionale attribuée est révisée en proportion du niveau d'exécution constaté, par application du taux indiqué à l'article 1 de la présente convention. Elle fait l'objet d'un versement au prorata de la dépense réalisée, effectivement justifiée, voire d'un reversement à la Région en cas de trop perçu.

Les avances perçues par le bénéficiaire et pour lesquelles ce dernier n'a pas produit les pièces justificatives mentionnées au 3.2.3 (versement du solde) dans les délais indiqués à l'article 3.1 de la présente convention donnent lieu à l'émission d'un titre de recettes par la Région.

ARTICLE 3.4 : ELIGIBILITE DES DEPENSES SUBVENTIONNABLES

Les dépenses subventionnables sont prises en compte à compter de la date d'attribution par l'assemblée régionale de la subvention au bénéficiaire et jusqu'à la date de la demande de versement du solde ou jusqu'à la date d'application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 3.1 de la présente convention.

ARTICLE 3.5 : REVERSEMENT DE LA SUBVENTION

Le bénéficiaire est autorisé à reverser à son partenaire local toute ou partie de la subvention attribuée.

ARTICLE 4 : DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à compter de la date d'attribution par l'assemblée régionale de la subvention au bénéficiaire, à savoir le 28 janvier 2022, et prend fin au versement du solde ou à la date d'application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 3.1 sans préjudice des dispositions des articles 2.3.

ARTICLE 5 : RESILIATION DE LA CONVENTION

La Région peut prononcer la résiliation de la présente convention pour motif d'intérêt général. Cette résiliation prend effet au terme du délai, qui ne peut être inférieur à quinze jours, indiqué par la décision notifiée par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal par la Région.

La Région peut en outre prononcer la résiliation en cas d'inexécution d'une ou plusieurs de ses obligations par le bénéficiaire de l'aide régionale. Dans ce cas, la Région adresse au bénéficiaire une mise en demeure de remplir les obligations inexécutées dans un délai fixé. Si, au terme de ce délai, les obligations mentionnées dans la mise en demeure restent en tout ou partie inexécutées, la Région adresse au bénéficiaire la décision de résiliation. Cette décision prend effet à la date de réception de la lettre recommandée avec avis de réception notifiant la décision, sauf s'il en est disposé autrement par cette décision.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation. La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation du bénéficiaire par la Région.

La résiliation de la convention implique la réalisation d'un arrêté définitif des comptes, et la restitution de tout ou partie de la subvention versée par la Région.

ARTICLE 6 : RESTITUTION DE LA SUBVENTION

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas de manquement avéré au respect de la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, et d'exiger la restitution de tout ou partie de la subvention versée au regard de la qualité des actions réalisées.

Pour les personnes morales de droit privé, la Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas d'absence de production par le bénéficiaire du compte rendu financier de l'action subventionnée.

Avant toute demande de restitution de tout ou partie de la subvention, le bénéficiaire est invité à présenter ses observations écrites sur les conditions d'exécution du projet subventionné et le cas échéant, sur sa demande, ses observations orales dans un délai de quinze jours.

Tous les frais engagés par la Région pour recouvrer les sommes dues par le bénéficiaire sont à la charge de ce dernier.

ARTICLE 7 : MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification de la convention fait l'objet d'un avenant dont la signature est autorisée par l'assemblée délibérante régionale.

ARTICLE 8 : PIECES CONTRACTUELLES

Les pièces contractuelles comprennent la convention proprement dite et les annexes dénommées « fiche projet » adoptées par délibération N° CP2022-038 du 28 janvier 2022.

Fait à Paris en 2 exemplaires originaux,

Le

Pour la Présidente du conseil régional d'Ile France et par délégation,
le Directeur Général adjoint des services chargé des affaires européennes,
de la coopération internationale et du tourisme

Monsieur Cédric GUILLON-LAVOCAT

Le

Pour la Croix Rouge Française et par délégation,
Le Directeur des relations et des opérations internationales,

Monsieur Frédéric BOYER